

Zeitschrift:	Wasser Energie Luft = Eau énergie air = Acqua energia aria
Herausgeber:	Schweizerischer Wasserwirtschaftsverband
Band:	83 (1991)
Heft:	10
Artikel:	La Suisse industrielle dans le contexte actuel = Industrieland Schweiz heute
Autor:	Schaller, François
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-941040

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Suisse industrielle dans le contexte actuel

François Schaller

Lorsque des responsables d'entreprise disent qu'ils se trouvent aujourd'hui confrontés à de difficiles problèmes, on ne peut s'empêcher de leur demander s'il en fut jamais autrement. Cette suite ininterrompue de choix qui s'imposent est le pain quotidien des décideurs. Mais, très naturellement, les soucis du moment paraissent toujours plus grands que ceux qu'on a connus dans le passé et qu'on s'empresse d'oublier.

Il apparaît qu'à présent notre économie est confrontée à trois principaux problèmes, dont seul le dernier est très préoccupant.

1. La récession

Depuis quelques mois, nul ne peut ouvrir son journal sans être frappé par l'annonce de licenciements décidés par des entreprises de grande ou de moyenne importance, et même par des banques. Nous n'étions plus habitués à ce phénomène. En chaque secteur de notre économie ou presque, le nombre des collaborateurs tend aujourd'hui à se réduire. Le chômage, complet et partiel (de l'ordre de 35 000 à 40 000 unités), est plus élevé qu'il ne le fut jamais durant la décennie précédente, et la tendance pourrait se poursuivre encore. Pourtant, la production nationale ne paraît pas s'affondrer, du moins jusqu'à présent. Il est vrai que le taux de chômage qui oscille entre 1,2 et 1,5% est toujours extraordinairement bas en comparaison internationale, indépendamment des différences de calcul qui peuvent intervenir d'un pays à l'autre. Sommes-nous en Suisse à la veille d'une crise économique profonde? Rien n'est moins certain. Il est permis d'avancer une explication différente de ces licenciements relativement fréquents.

Depuis 1982, nous avons bénéficié dans notre pays comme partout d'une période de croissance quasi ininterrompue. Cette phase d'essor et de prospérité fut la plus longue que connut le monde occidental depuis la fin de la dernière guerre mondiale. Chez nous, elle a finalement débouché sur la surchauffe et l'inflation. Le réservoir de main-d'œuvre a été longtemps asséché. Or, on sait d'expérience que ces périodes d'euphorie ne sont guère propices à une gestion rigoureuse des entreprises. L'évolution des coûts est suivie de moins près. On embauche spontanément quiconque se présente, de crainte de manquer bientôt d'une main-d'œuvre introuvable. Même parmi les éléments indésirables, personne n'est licencié, de peur de désécuriser l'ensemble du personnel et de voir partir ailleurs les collaborateurs les plus appréciés. Des restructurations cependant opportunes ne sont pas entreprises par crainte de perturber des ateliers qui sont sous tension et ne parviennent pas à produire tout ce qu'on souhaiterait dans les meilleurs délais. Les coûts s'élèvent, entraînant une hausse des prix que le marché absorbe sans trop de problèmes. Une telle situation n'est pas moins malsaine.

Survient un fléchissement conjoncturel, la baisse des rentrées de commandes et avec elle le souci – parfois salutaire – de manquer de travail. On s'aperçoit bien vite que certaines habitudes prises du haut en bas de l'échelle lors des années fastes, comme la gonflement des coûts, ne facilitent guère la tâche de responsables s'apprêtant à devoir traverser une période plus difficile. Aussi, un nouveau style de gestion est adopté avant qu'il ne soit trop tard. Le personnel qui ne donne pas entière satisfaction est remercié, ainsi que les employés dont la fonction n'est plus pleinement justifiée.

On hésite d'autant moins à s'y résoudre que beaucoup d'entreprises agissent alors de même, ce qui dispense d'être un cas particulier sur lequel les médias ne manqueraient pas de se concentrer. D'autre part, les bons collaborateurs que l'on tient à conserver ont moins de possibilités de s'engager ailleurs car les débouchés se font plus rares. Enfin, on saisit l'occasion qu'offre le ralentissement conjoncturel pour se livrer à certaines adaptations et transformations dans l'appareil de production qui, en vérité, s'imposaient depuis longtemps mais qu'on ne cessait de retarder sous la pression de la surchauffe.

Je crois que ce à quoi nous assistons aujourd'hui est beaucoup moins le début d'une dépression économique de grande ampleur qu'une remise en ordre à l'intérieur des entreprises après une longue phase d'activité intense. Pour qui sait tirer parti de ces circonstances, sans craindre de prendre des décisions difficiles et presque toujours impopulaires, les périodes de brève récession peuvent être fort utiles. Elles permettent d'aborder plus tard une nouvelle phase d'essor dans des conditions optimales. Encore faut-il s'y prendre assez tôt et avoir suffisamment d'esprit de détermination. Bien sûr, il ne faudrait pas que la récession se prolonge indéfiniment, mais les choses étant dans le monde ce qu'elles sont, j'éprouve vraiment beaucoup de peine à croire que nous soyons menacés par une crise économique grave et de longue durée. Rarement les perspectives à moyen et à long terme ont été aussi favorables. Certains pays pétroliers du Moyen-Orient sont à reconstruire. Plusieurs des anciennes démocraties populaires de l'est doivent être équipées. A plus long terme probablement, les nouveaux Etats qui componaient jadis l'URSS sont à édifier complètement, car leurs infrastructures aussi bien que leurs appareils de production sont vétustes ou obsolètes. Il est donc permis de penser, d'accord avec les responsables de la Banque des Règlements Internationaux, à Bâle, que ce dont nous manquerons demain en Occident sera bien davantage d'une épargne suffisante que de possibilités de travail et d'occasions d'investissements.

2. L'Europe-Unie et la Suisse

La première condition de succès d'une économie a toujours été la sécurité, tant politique que sociale et juridique. La grande stabilité que nos institutions suisses ont connue depuis 1945 explique en partie notre prospérité. Depuis deux ans cependant, nous nous aventurons dans une zone de brouillard qui ne risque guère de se dissiper prochainement. Faut-il ou non faire partie d'un vaste Espace économique européen (EEE) regroupant 19 Etats, en attendant ceux d'Europe centrale et des Balkans? Ne vaudrait-il pas mieux faire le grand saut et entreprendre dès aujourd'hui des démarches en vue d'une adhésion pure et simple à la Communauté européenne (CE)? Mais alors, avec ou sans conditions? Les partisans d'une solution aussi radicale se livrent à un véritable martèlement de l'opinion, car ils n'ont déclenché leur offensive qu'après s'être assuré l'appui de plusieurs organes de presse influents. De leur côté les responsables d'entreprise, surtout dans les P.M.E., demeurent perplexes car ils ne savent pas au juste ce que l'avenir leur réserve. Dans ces conditions, faut-il investir ou s'abstenir? Et, le cas échéant, où serait-il judicieux de s'implanter? Le malaise a gagné une fraction non négligeable des milieux économiques, car le flot ininterrompu d'articles et d'exposés sur la question ne parvient guère à clarifier les idées sur les conséquences qui découleraient d'une adhésion de notre pays à la CE.

On doit cependant craindre que cette pénible incertitude ne se dissipe guère dans un avenir rapproché, car ni le Conseil

fédéral ni M. Jacques Delors en personne ne sont encore à même de nous dire avec un minimum de précision ce que sera la visage de l'Europe à la fin de ce siècle. Serons-nous en présence d'une nouvelle et grande nation européenne très centralisée, comme elle paraît en avoir pris le chemin jusqu'ici, et qui comptera entre 360 et 400 millions d'habitants? S'agira-t-il plutôt d'une fédération d'Etats de style plus démocratique? Ou encore d'une confédération d'Etats, d'inspiration éventuellement helvétique? Ou enfin, comme plusieurs le prédisent aujourd'hui, d'une Europe des régions se rapprochant peu ou prou des structures qui furent celles déjà du Vieux Continent au Moyen Âge? Toutes ces questions demeurent ouvertes sans que personne ne puisse d'ores et déjà y répondre.

En attendant, c'est une espèce d'europanique qui s'est emparée des esprits en Suisse. On veut brusquer les choses et se livrer sans plus tarder à des choix dont dépend l'existence même de notre pays. Mais, choisir entre quoi? Il n'a jamais été dans l'habitude des Helvètes d'acheter et de payer sans se renseigner préalablement sur ce qu'ils acquièrent.

A mes yeux, l'essentiel pour l'économie suisse est de conserver deux choses, indépendamment de l'aspect politique du problème qui n'est certes pas négligeable. Il importe d'abord que nous conservions notre *autonomie monétaire*, donc budgétaire, afin de pouvoir pratiquer une politique conjoncturelle, sociale, régionale de recherche et de développement conforme à nos intérêts. Il faut en outre que la liberté d'importer et d'exporter *partout* dans le monde nous soit laissée. Cette condition est essentielle. L'importance de nos salaires réels, qui n'est que l'envers d'un niveau de vie parmi les plus élevés du monde, nous interdit la production de biens de consommation de masse. Les produits suisses ne peuvent être que très spécialisés, de haute technicité, de grande diversité, de plus en plus adaptés aux besoins spécifiques des clients. Nous ne pouvons donc nous introduire que sur des marchés relativement étroits, là où la concurrence porte davantage sur les caractères spécifiques des produits que sur le prix. Telle est la raison pour laquelle, de tout temps, nos industriels ont dû prospecter le monde entier. La structure même de notre économie les y contraint.

Si nous devions un jour respecter le principe de la préférence communautaire, contingentant l'importation de voitures japonaises ou de textile, ne plus pouvoir acheter de denrées alimentaires *que* dans la CE, nous devrions sacrifier bon nombre de marchés étrangers aujourd'hui en pleine extension. Notre économie risquerait alors de vivre une crise structurelle sans précédent. Il m'apparaît significatif que plus du 70% de nos importations proviennent du Marché commun alors que celui-ci *n'absorbe que le 56% de nos exportations*. On comprend que l'importance de l'enjeu soit de nature à préoccuper nos milieux économiques.

Bien entendu, si sous la pression de l'évolution technologique et économique l'EEE prend principalement la forme d'une vaste zone de libre-échange en Europe, la Suisse ne manquera pas d'y adhérer tôt ou tard. On sait qu'il a toujours été dans notre intérêt d'être libre-échangiste. Notre liberté de commercer avec le reste du monde ne serait alors pas menacée cependant que notre autonomie monétaire et donc politique serait intégralement préservée.

3. La dégradation de la situation intérieure

Toutefois, les préoccupations les plus pressantes des responsables économiques suisses viennent d'ailleurs, très précisément de l'environnement juridique et politique. Certes, au moment où le Bloc de l'Est opère une révolution aussi brutale qu'inattendue et tourne le dos au régime socialis-

te, l'économie de marché est plus que jamais reconnue en Suisse comme seule à même d'assurer la prospérité. Mais, si cette profession de foi continue d'animer les discours, elle se traduit de moins en moins dans la réalité. L'Etat, dont une constante est de chercher à étendre son emprise sur l'individu, entend prescrire toujours davantage l'usage que les agents économiques peuvent faire d'une liberté qui se restreint progressivement comme une peau de chagrin. Bien sûr, l'intervention du pouvoir est indispensable au fonctionnement d'une économie de marché. Même aux premiers jours de l'économie libérale, l'Etat est toujours intervenu pour fixer les règles du jeu, le cadre à l'intérieur duquel la liberté d'entreprendre peut s'exercer. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit à présent. L'Etat s'introduit à l'intérieur même du marché et en fausse les mécanismes. Il surveille les prix, entend les influencer et prétend les fixer de plus en plus souvent. Du coup, le prix ne peut plus remplir sa mission d'indicateur et ne parvient pas à orienter l'offre et la demande dans le sens de leur rapprochement. L'exemple le plus classique, mais non le seul, est celui de la politique du logement qui a débouché, sur la pénurie que l'on sait. Dans tous les secteurs, les lois, les arrêtés, les ordonnances, les règlements prolifèrent à tel point que les responsables d'entreprise ne savent plus aujourd'hui ce qui leur est permis ou interdit de faire. A cela s'ajoute une fiscalité qui n'est plus du tout adaptée aux conditions actuelles d'une économie suisse confrontée à une concurrence toujours plus vive. De la taxe occulte à la multiplication d'autres taxes et droits de toutes sortes, en passant par la double imposition des actionnaires et au traitement réservé à l'épargne, les prélèvements fiscaux pèsent moins chez nous par leur ampleur que par leur caractère trop souvent anti-économique.

D'autre part, l'usage fait de notre démocratie directe s'est perverti. Le recours aux droits d'initiative et de référendum donne lieu à des abus criants. Pire encore: l'entièvre liberté laissée à chaque groupuscule et même à chaque individu de s'opposer à tout projet, public ou privé, provoque une véritable paralysie de notre économie et de notre infrastructure. La démocratie n'inclut pas le droit de chaque citoyen d'avoir raison seul contre tous. Il n'est plus possible chez nous d'entreprendre quoi que ce soit, de construire fût-ce une école, sans se heurter à des oppositions aussi nombreuses qu'objectivement et socialement infondées. Depuis que «Rail 2000» a été démocratiquement voté par le peuple, des millions de francs ont immédiatement été dépensés non pour réaliser quoi que ce soit, mais pour lever plus de deux mille oppositions. Les résultats de telles pratiques sont beaucoup plus désastreux qu'on ne le croit dans le public. Le coût de la levée des oppositions est énorme et se traduit par un gaspillage pur. Le travail d'experts et de spécialistes qualifiés que nécessitent de telles procédures est accompli en pure perte. A une époque où tout s'accélère, les réalisations sont retardées souvent de plusieurs années au cours desquelles les capitaux investis dans le projet ou l'achat de terrain demeurent improductifs.

L'esprit d'initiative des entrepreneurs les plus dynamiques est découragé, car si ceux-ci acceptent de prendre les risques inhérents à tout investissement industriel, ils sont en revanche rebutés par les querelles et les chicanes procédurières. Lorsqu'après des années d'efforts stériles le projet peut enfin se concrétiser, l'avance technique qui justifiait l'investissement est perdu. Heureux si au terme de cette longue période d'attente la législation ne s'est pas modifiée, obligeant le maître de l'ouvrage à repenser ses plans, c'est-à-dire à repartir à zéro. Et tout cela, souvent, non par le fait de défenseurs de l'environnement dont nous sommes tous

aujourd'hui, mais par la volonté d'une poignée d'idéologues pour qui l'écologie n'est pas la préoccupation essentielle mais s'inscrit dans un projet plus vaste de changement radical de notre société.

Au total, semblable état de fait ne peut se prolonger longtemps sans porter atteinte à notre compétitivité, avec toutes les conséquences que cela implique sur notre niveau de vie et le climat social. La question crudiale est celle de savoir si nous aurons la force et le courage politique de remonter la pente assez tôt et de corriger ce qui doit l'être. Ceux qui en doutent tournent leur regard du côté de Bruxelles. D'autres, plus confiants dans les capacités de redressement du pays, pensent que nous sommes nous-mêmes capables de remettre de l'ordre dans la maison. Il serait alors grand temps de se livrer à cette tâche, car le temps presse.

Adresse de l'auteur: *François Schaller*, dr ès sciences commerciales, dr ès sciences sociales, professeur honoraire aux Universités de Lausanne et de Berne, En Marin 1, ch. de Clair-Matin, CH-1066 Epalinges.

Conférence d'ouverture par M. *François Schaller*, aux Journées techniques sur les vannes des aménagements hydrauliques des 17 et 18 octobre 1991 à l'EPFL Lausanne/Ecublens. Ces journées ont été organisées par l'Institut d'hydraulique et d'énergie, EPFL, et de l'Association suisse pour l'aménagement des eaux.

Industrieland Schweiz heute

François Schaller

Wenn Unternehmer sagen, sie sähen sich gegenwärtig schwierigen Problemen gegenübergestellt, kommt man nicht umhin, sie zu fragen, ob es jemals anders gewesen sei. Ununterbrochenes Wählen müssen ist das Los der Entscheider. Und naturgemäß sind die augenblicklichen Sorgen grösser als die vergangenen, die man stets zu vergessen sich befleissigt.

Heute stellen sich unserer Wirtschaft drei Hauptprobleme, von denen nur eines, das letzte, sehr beunruhigend ist.

1. Die Rezession

Seit einigen Monaten kann man keine Zeitung zur Hand nehmen, ohne auf Meldungen über Entlassungen in grossen oder mittleren Unternehmungen, sogar in Banken, zu stossen. Diese Erscheinung war uns nicht mehr geläufig. Jeder Wirtschaftszweig, oder fast jeder, tendiert heute auf Verminderung des Personalbestandes. In den letzten zehn Jahren war die Voll- und Teilarbeitslosigkeit (in der Grösstenordnung von 35 000 bis 40 000 Einheiten) höher als je im vorangegangenen Jahrzehnt, und dieser Trend könnte andauern. Trotzdem scheint die Inlandserzeugung, zumindest im Moment, nicht zusammenzubrechen. Allerdings ist diese Arbeitslosigkeit im internationalen Vergleich mit 1,2 bis 1,5% noch immer extrem niedrig, unabhängig von möglichen Berechnungsunterschieden zwischen einzelnen Ländern. Stehen wir in der Schweiz an der Schwelle einer tiefen Wirtschaftskrise? Nichts ist ungewisser. Die relativ häufigen Entlassungen können auch anders erklärt werden.

Seit 1982 profitierten wir in unserem Land, wie überall, von einer fast ununterbrochenen Wachstumsperiode. Diese Aufschwungs- und Wohlstandsphase war die längste, die die westliche Welt nach dem Zweiten Weltkrieg kannte. Bei uns mündete sie in wirtschaftliche Überhitzung und Inflation. Der Arbeitsmarkt war lange ausgetrocknet. Die Erfahrung lehrt allerdings, dass solch euphorische Zeiten einer straffen Führung der Unternehmungen abträglich sind. Die Kostenentwicklung wird vernachlässigt. Aus Angst, die bald unauffindbaren Arbeitskräfte könnten fehlen, wird jeder eingestellt, der sich meldet. Auch von den unerwünschten

Mitarbeitern wird keiner entlassen, aus Angst vor einer Verunsicherung des gesamten Personals und vor einem Weggang der besten unter ihnen. Umstrukturierungen, die eigentlich zweckmässig wären, werden nicht vorgenommen, da man befürchtet, den Betrieb in Abteilungen zu stören, welche unter Druck stehen und das Gewünschte nicht vollumfänglich in nützlicher Frist produzieren können. Die Kosten steigen, und mit ihnen die Preise, die der Markt jedoch ohne grössere Probleme verkraftet. Eine solche Situation ist ebenso ungesund.

Dann folgt eine konjunkturelle Flaute, ein Einbruch bei den Auftragseingängen, und damit die oft heilsame Befürchtung, die Arbeit könnte ausgehen. Sehr schnell stellt sich heraus, dass gewisse, in fetten Jahren von oben bis unten in der Hierarchie angenommene Gewohnheiten, wie das «laissez-faire» in Sachen Kosten, die Arbeit der vor einer schwierigeren Zeit stehenden Verantwortlichen nicht gerade erleichtern. So wird ein neuer Führungsstil eingeführt, bevor es zu spät ist. Das nicht voll befriedigende Personal wird entlassen, wie auch Angestellte, deren Funktion nicht mehr vollumfänglich gerechtfertigt ist. Man zögert um so weniger, den entsprechenden Entschluss zu fassen, als viele Unternehmungen nachziehen, womit man keinen Sonderfall darstellt, der von den Medien ausgeschlachtet werden könnte. Anderseits haben die guten Mitarbeiter, die man behalten will, weniger Möglichkeiten, eine neue Stelle zu finden, denn die diesbezüglichen Aussichten werden seltener. Schliesslich wird die durch die konjunkturelle Abflachung gebotene Gelegenheit dazu genutzt, gewisse Anpassungen und Umstellungen im Produktionsapparat vorzunehmen, die sich eigentlich seit langem aufdrängten, die man aber unter dem Druck der überhitzten Konjunktur immer wieder zurückstellte.

Ich glaube, dass es heute bei weitem weniger um eine wirtschaftliche Flaute grossen Ausmasses als um die Wiederherstellung der Ordnung innerhalb der Unternehmungen nach einer langen Phase intensiver Tätigkeit geht. Für den, der diese Umstände ohne Scheu vor schwierigen und fast immer unpopulären Entscheidungen zu nutzen weiß, können Zeiten kurzfristiger Rezession sehr vorteilhaft sein. Dank ihnen kann er später eine neue Phase des Aufschwungs unter optimalen Voraussetzungen antreten. Nur muss er sich früh genug damit befassen und über ausreichend Entscheidungskraft verfügen. Gewiss sollte sich die Rezession nicht über unbestimmte Zeit hinziehen, aber so, wie die Dinge auf der Welt nun einmal sind, habe ich grosse Mühe zu glauben, dass wir vor einer schweren und langandauernden Wirtschaftskrise stehen. Selten waren die mittel- und langfristigen Aussichten so günstig. Einzelne Erdölstaaten im Mittleren Osten müssen wieder aufgebaut werden, und mehrere der ehemaligen Volksdemokratien im Osten müssen ausgerüstet werden. Und wahrscheinlich längerfristig werden die neuen Staaten, die früher zur UdSSR gehörten, vollumfänglich aufzubauen sein, denn ihre Infrastruktur wie auch ihr Produktionsapparat sind alt oder obsolet. Man darf daher in Übereinstimmung mit den Verantwortlichen der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich in Basel annehmen, dass es uns morgen im Westen weit mehr an genügenden Ersparnissen als an Arbeit und an Investitionsmöglichkeiten fehlen wird.

2. Das vereinte Europa und die Schweiz

Die erste Voraussetzung zum Erfolg einer Wirtschaft war immer die Sicherheit, sowohl in politischer als auch in sozialer und rechtlicher Hinsicht. Die grosse Stabilität, die unsere schweizerischen Institutionen seit 1945 gekannt ha-

ben, erklärt teilweise unseren Wohlstand. Seit zwei Jahren bewegen wir uns jedoch in einer Nebelzone, die sich in nächster Zeit kaum auflösen dürfte. Müssen wir einem ausgedehnten Europäischen Wirtschaftsraum (EWR) mit 19 Staaten – vorläufig noch ohne Mitteleuropa und Balkan – angehören oder nicht? Oder wäre es besser, den grossen Sprung zu wagen und heute schon Schritte für einen direkten Beitritt zur Europäischen Gemeinschaft (EG) zu unternehmen? Soll dieser aber mit oder ohne Bedingungen geschehen? Die Anhänger einer solch radikalen Lösung betreiben eine wahre Meinungshämmerie: Sie lösten ihre Offensive erst aus, als sie sich der Unterstützung mehrerer einflussreicher Presseorgane versichert hatten. Ihrerseits bleiben die Unternehmer ratlos, vor allem in den kleineren und mittleren Betrieben. Sie wissen nicht richtig, was ihnen die Zukunft bereiten wird. Müssen sie unter diesen Umständen investieren oder nicht? Und wo wäre es gegebenenfalls angebracht, sich niederzulassen? Das Unbehagen hat einen nicht zu unterschätzenden Teil der Wirtschaftskreise befallen, denn der massiven Flut von Artikeln und Referaten über diese Fragen ist es nicht gelungen, die Meinungsbildung zu den Folgen eines Beitrittes unseres Landes zur EG entscheidend voranzutreiben.

Es ist zu befürchten, dass diese peinliche Unsicherheit in absehbarer Zeit kaum weichen wird, denn weder der Bundesrat noch *Jacques Delors* selbst sind in der Lage, uns auch nur hinlänglich genau zu sagen, wie Europa am Ende dieses Jahrhunderts aussehen wird. Werden wir, wie es bis jetzt den Anschein macht, eine neue und ausgedehnte, zentralistisch ausgerichtete Nation Europa mit 360 bis 400 Millionen Einwohnern erleben? Wird es eher zu einem Staatenbund mit einem demokratischeren Stil kommen? Oder gibt es einen Staatenbund helvetischer Prägung? Kommt es etwa gar – wie viele heute glauben – zu einem Europa der Regionen mit mehr oder weniger denselben Strukturen, wie sie der Alte Kontinent im Mittelalter aufwies? Diese Fragen stehen im Raum, ohne dass irgend jemand eine Antwort bereit hätte.

Inzwischen ist in der Schweiz eine Art Euro-Panik ausgebrochen. Man will alles brüskieren und ohne Verzug eine Wahl treffen, von welcher der Bestand selbst unseres Landes abhängt. Aber zwischen welchen Möglichkeiten soll man wählen? Die Schweizer waren es nie gewohnt, zu kaufen und zu bezahlen, ohne sich vorher über das Ange schaffte zu erkundigen.

Abgesehen vom sicherlich wichtigen politischen Aspekt des Problems, ist es in meinen Augen für die schweizerische Wirtschaft wesentlich, an zwei Dingen festzuhalten. Zum einen ist es wichtig, die *Währungsautonomie*, und damit die Haushaltssouveränität, zu bewahren, damit wir eine unseren Interessen entsprechende Konjunktur-, Sozial-, Regional-, Forschungs- und Entwicklungspolitik treiben können. Wir müssen ferner weiterhin über die Freiheit verfügen, von *überall* her auf der Welt importieren und *überall* hin exportieren zu dürfen. Diese Bedingung ist wesentlich. Der Umfang unserer Reallöhne, welcher das Korrelat zu einem der höchsten Lebensstandards der Welt darstellt, verbietet uns die Herstellung von Massen-Konsumgütern. Schweizerische Erzeugnisse können nur sehr spezialisiert, hochtechnisiert, sehr diversifiziert und immer mehr den spezifischen Kundenbedürfnissen angepasst sein. Wir können somit nur auf relativ engen Märkten auftreten, wo sich die Konkurrenz mehr auf die Spezifität als auf den Preis der Produkte auswirkt. Aus diesem Grund müssen unsere Industriellen seit jeher den Markt weltweit bearbeiten. Die Struktur selbst unserer Wirtschaft zwingt sie dazu.

Sollten wir eines Tages den Grundsatz der Bevorzugung von EG-Gütern beachten müssen, den Import von japanischen Autos oder von Textilien kontingentieren, Lebensmittel *nur noch* in der EG einkaufen, dann müssten wir eine beachtliche Zahl ausländischer Märkte opfern, die sich heute in vollem Aufschwung befinden. Unsere Wirtschaft würde eine noch nie dagewesene strukturelle Krise durchlaufen. Bedeutungsvoll scheint mir, dass über 70% unserer Importe aus dem Gemeinsamen Markt stammen, während dieser *lediglich 56% der Exporte übernimmt*. Es ist verständlich, dass man sich in Wirtschaftskreisen ob der Höhe des Einsatzes Gedanken macht. Wenn der EWR unter dem Druck der technologischen und wirtschaftlichen Entwicklung hauptsächlich die Form einer ausgedehnten Freihandelszone in Europa annimmt, wird die Schweiz sicherlich früher oder später beitreten. Es ist bekannt, dass Freihandel immer in unserem Interesse lag. Somit wäre unsere Freiheit, mit dem Rest der Welt zu handeln, nicht bedroht, während die Währungs- und daher auch die politische Autonomie in vollem Umfang bewahrt würde.

3. Die Verschlechterung des inneren Umfeldes

Die dringlichsten Sorgen der schweizerischen Wirtschaftsverantwortlichen haben jedoch einen anderen Ursprung, nämlich im juristischen und politischen Umfeld. Zwar, jetzt wo der Ostblock eine so brutale wie unerwartete Revolution erlebt und dem sozialistischen Regime den Rücken zuwendet, wird in der Schweiz die Marktwirtschaft mehr denn je als einziges Mittel zur Sicherung des Wohlstandes betrachtet. Belebt dieses Glaubensbekenntnis weiterhin die Gespräche, so äussert es sich immer weniger in der Wirklichkeit. Der Staat, der quasi per definitionem seine Macht auf den einzelnen auszudehnen trachtet, will immer penetranter vorschreiben, wie die Wirtschaftssubjekte ihre stetig schrumpfende Freiheit gebrauchen sollen.

Sicher ist der behördliche Eingriff für das Funktionieren einer Marktwirtschaft unerlässlich. Auch am Anfang der freien Marktwirtschaft hat der Staat stets eingegriffen, um die Spielregeln aufzustellen und den Rahmen der Handlungsfreiheit abzustecken. Aber darum geht es jetzt nicht. Der Staat dringt in den Markt selbst ein und verfälscht dessen Abläufe. Er überwacht die Preise und will sie immer öfter festlegen. So kann aber der Preis seinen Wegweiserauftrag nicht mehr erfüllen, er ist nicht in der Lage, Angebot und Nachfrage zueinander zu bringen. Klassisches, aber nicht einziges Beispiel ist die Wohnungspolitik, die in den bekannten Mangel mündete. In allen Bereichen mehren sich Gesetze, Beschlüsse, Verordnungen und Reglemente dermassen, dass die Unternehmer heute nicht mehr wissen, was sie tun dürfen und was nicht. Dazu kommt eine der Lage der schweizerischen Wirtschaft, die einer immer lebhafter werdenden Konkurrenz ausgesetzt ist, überhaupt nicht mehr angemessene Steuergesetzgebung. Von der »Taxe occulte« über die Doppelbesteuerung der Aktionäre und die Sonderbehandlung der Ersparnisse bis zur Vermehrung anderer Gebühren und Abgaben leiden die Steuerabgaben bei uns weniger an ihrer Höhe als an ihrem allzuoft antiwirtschaftlichen Charakter.

Ferner ist der Gebrauch unserer direkten Demokratie pervers geworden. Die Ausübung des Initiativ- und des Referendumstrechtes führt zu krassen Missbräuchen. Schlimmer noch: Die jedem Grüppchen und auch jedem einzelnen zustehende völlige Freiheit, gegen jedes öffentliche oder private Vorhaben zu opponieren, verursacht eine regelrechte Lähmung unserer Wirtschaft und unserer Infrastruktur. Die

Demokratie schliesst das Recht eines jeden Bürgers, allein gegen alle Recht zu bekommen, nicht ein. Bei uns ist es nicht mehr möglich, irgend etwas zu unternehmen, nicht einmal den Bau einer Schule, ohne auf ebenso zahlreiche wie objektiv und sozial unbegründete Einsprachen zu stossen. Nach dem demokratischen Volksentscheid über die «Bahn 2000» wurden unverzüglich Millionen ausgegeben, nicht etwa um irgend etwas zu realisieren, sondern um mehr als zweitausend Einsprachen einzureichen. Die Ergebnisse solcher Praktiken sind weit unheilvoller, als man in der Öffentlichkeit glaubt. Der Aufwand dieser Einsprachen ist riesig und kommt einer reinen Verschwendungen gleich. Die durch die Verfahren erforderliche Arbeit der Experten und Fachleute ist ein reines Verlustgeschäft. In einer Zeit der allgemeinen Beschleunigung werden Realisierungen oft um Jahre verzögert, während welcher die im Projekt investierten Summen oder das erworbene Land unproduktiv bleiben.

Der initiative Geist der dynamischsten Unternehmer wird entmutigt, denn wenn sie die mit jeder industriellen Investition verbundenen Risiken zu tragen bereit sind, sind sie dagegen der verfahrensrechtlichen Querelen und Hemmnisse überdrüssig. Wenn sich das Vorhaben nach Jahren unnötiger Anstrengungen endlich konkretisieren lässt, ist der die Investition rechtfertigende technische Fortschritt verloren. Und der Unternehmer kann glücklich sein, wenn am Ende dieser langen Wartezeit die Gesetzgebung nicht geändert

worden ist, was ihn zur Überprüfung seiner Pläne zwingen würde, das heisst, er müsste wieder bei Null beginnen. Und dies oft nicht wegen der Umweltschützer, die wir heute alle sind, sondern wegen einer Handvoll Ideologen, für welche der Umweltschutz nicht Hauptanliegen ist, sondern Teil eines weit gesteckten Planes zur radikalen Veränderung unserer Gesellschaft.

Insgesamt kann sich ein solcher Sachverhalt nicht über lange Zeit hinziehen, ohne unsere Wettbewerbsfähigkeit zu beeinträchtigen, und zwar mit allen entsprechenden Folgen auf unseren Lebensstandard und auf das soziale Klima. Die zentrale Frage ist, ob wir die Kraft und den politischen Mut haben, uns rechtzeitig wieder aufzuraffen und das Nötige zu berichtigen. Wer daran zweifelt, der schaue nach Brüssel. Andere, die auf die Fähigkeiten des Landes vertrauen, glauben, dass wir selber in der Lage sind, unser Haus wieder in Ordnung zu bringen. In diesem Fall wäre es aber höchste Zeit, sich an die Arbeit zu machen. Es eilt.

Adresse des Verfassers: *François Schaller, dr ès sciences commerciales, dr ès sciences sociales, professeur honoraire aux Universités de Lausanne et de Berne, En Marin 1, chemin de Clair-Matin, CH-1066 Epalinges.*

Eröffnungsvortrag von *François Schaller* an der Fachtagung über Abschlussorgane im Wasserbau vom 17. und 18. Oktober 1991, EPFL, Lausanne/Ecublens. Die Tagung wurde vom Institut d'hydraulique et d'énergie, EPFL, und vom Schweizerischen Wasserwirtschaftsverband organisiert. Übersetzung aus dem Französischen.

Die Mineralkluft an der Gerstenegg, Grimsel BE

Im Zuge des systematischen Ausbaus der Kraftwerke Oberhasli (KWO) wurde in den Jahren 1973 bis 1980 das Umwälzwerk Oberaar-Grimsel gebaut. Bei den Ausbruchsarbeiten des Zugangsstollens zur Zentrale Grimsel II wurde ca. 2 km südlich des Stolleneingangs bei der Gerstenegg am 4. Oktober 1974 eine Mineralkluft angefahren. Viele Kristalle wurden durch die Bauarbeiten zerstört – aber nicht alle; auf der Westseite des Stollens lag noch ein weitgehend unversehrter Teil der Mineralfundstelle. Um eine unkontrollierte Ausbeutung zu verhindern, wurde auf Anordnung der KWO dieser Kluftteil durch eine Backsteinmauer sofort geschützt. Dank grossem Verständnis der Kraftwerkleitung konnte die Kluft durch Regierungsratsbeschluss als geologisches Naturdenkmal unter Schutz gestellt werden.

Erst nach der Fertigstellung der Arbeiten wurde die Kluft im Jahre 1983 wieder geöffnet. 1985 wurde die Kluft so gestaltet, dass sie beleuchtet hinter Glas vom Stollen aus betrachtet werden kann. Es wurde auch ein seitlicher Besichtigungsstollen ausgebrochen, von dem aus die 15 m lange Kluft von der Seite her zu besichtigen ist.

Der Besucher erfasst, ohne besonderes Suchen, von den zwölf verschiedenen Mineralien allerdings nur vier Arten: Quarz in der Varietät des farblosen Bergkristalls, grünen sandartigen Chlorit, weisse Calcittafeln und Fluorit in vielen, locker verstreuten, leicht rosaroten Oktaedern. Des Weiteren sind Pyrit, Bleiglanz, Adular, Epidot, Titanit, Apatit, Biotit und Milarit vorhanden.

Die Mineralkluft kann mit einer schriftlichen Erlaubnis der Kraftwerke Oberhasli AG, Innertkirchen, besucht werden. Die Besucher werden von KWO-Angestellten begleitet. Rechtzeitige Voranmeldung bei der Direktion KWO ist empfehlenswert. GW



Das Titelbild sowie die obenstehende Foto geben nur einen schwachen Eindruck des überwältigenden Anblicks der geschützten Mineralkluft, die vom Zufahrtsstollen zur Zentrale Grimsel II Ost aus besichtigt werden kann.